

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CENTRE HOSPITALIER CHATEAUBRIANT-NOZAY-POUANCE

Pôle de santé de « CHOISEL » à Chateaubriant

Travaux de migration du Système de Sécurité Incendie (SSI)

(Lot unique)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

POUVOIR ADJUDICATEUR/ ACHETEUR :

*Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'Île Gloriette
44093 – NANTES CEDEX*

MAITRE D'OUVRAGE :

*Centre hospitalier Châteaubriant-Nozay-Pouancé
Rue de Verdun
BP 229
44 146 Châteaubriant Cedex*

SOMMAIRE

Article 1 – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1. Objet du marché public de travaux	5
1.2. Allotissement et Forme du marché	5
1.3. Maîtrise de l’Ouvrage et Pouvoir adjudicateur	5
1.4. Autres Intervenants	6
1.4.1. Maitrise d’œuvre :.....	6
1.4.2. Contrôle technique	6
1.4.3. Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (SPS)	6
1.4.4. Coordination Système de Sécurité Incendie (SSI).....	6
1.5. Sous-traitance.....	6
1.6. Prestations similaires.....	8
1.7. Visite de site.....	8
1.8. Ordre de service.....	9
1.9. Formes des notifications et informations	9
1.10. Obligations générales des parties	9
1.11. Relations du titulaire avec les tiers	9
Article 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET REGLEMENTATION	10
2.1. Pièces contractuelles du marché par ordre de priorité.....	10
2.2. Cession ou nantissement des créances	11
2.3. Règlementation applicable	11
2.4. Protection de l’environnement	11
Article 3 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	12
3.1. Contenu du prix.....	12
3.2. Forme du prix.....	13
3.3. Variation du prix	13
3.4. Prestations supplémentaires ou modificatives	14
Article 4 – REGIME DES PAIEMENTS	14
4.1. Délai et modalités de paiement.....	14
4.2. Avance	15
4.3. Demandes de paiement mensuelles	16
4.4. Décompte Général Définitif - Solde du marché	16
Article 5 – SURETES DU MARCHE.....	18
Article 6 – DELAIS.....	19
6.1. Calendrier prévisionnel des travaux	19
6.2. Calendrier détaillé d'exécution.....	19
6.3. Prolongation des délais d'exécution pour intempéries	19
Article 7 – PENALITES & RETENUES & REFACTIONS	20
7.1. Pénalités de retard.....	20
7.2. Autres pénalités.....	22
7.3. Application des pénalités.....	23
7.4. Retenues provisoires	24
7.5. Réfactions	24
Article 8 – PLAN D’IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGE.....	25

Article 9 – ETUDES PREALABLES A L’EXECUTION DES TRAVAUX	25
9.1. Etudes d’exécution	25
9.2. Coordination des études d’exécution.....	25
9.3. Vérification des études d’exécution	26
9.4. Modification des ouvrages ou travaux	26
Article 10 – PREPARATION &COORDINATION & EXECUTION DES TRAVAUX	26
10.1. Préparation des travaux.....	26
10.2. Installations et organisation du chantier	27
10.3. Sécurité et protection de la santé.....	27
10.4. Compte de dépenses communes : « compte prorata »	27
10.5. Registre de chantier	28
10.6. Dispositions particulières d’intervention sur le site	28
10.7 Réunions et visites	28
10.8 Provenance et qualité des matériaux et produits	28
10.9 Sécurité et gardiennage du chantier.....	29
10.10 Déchets de chantier	29
10.11 Dégradations causées aux voies publiques	29
Article 11 – CONTROLES & RECEPTION DES TRAVAUX.....	29
11.1. Essais et contrôles des ouvrages.....	29
11.2. Réception des ouvrages ou parties d’ouvrages.....	29
11.3 Documents fournis après exécution	30
Article 12 – RESPONSABILITES & ASSURANCES	30
12.1. Caractéristiques des matériaux et produits.....	30
12.2 Garanties	30
12.2.1. Garantie de parfait achèvement.....	30
12.2.2. Garantie biennale et décennale.....	30
12.3 Assurances	30
Article 13 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	32
Article 14 – RESILIATION DU MARCHE.....	32
Article 15 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	32
Article 16 – FIN DU MARCHE	32
Article 17 – OPERATIONS DE LIQUIDATION.....	32
Article 18 – CLAUSE DE REEXAMEN	33
Article 19 – LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	33

PREAMBULE

En application de la Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé, le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci -après **GHT 44**, a été créé par convention constitutive en date du 1^{er} juillet 2016.

Le CHU de Nantes a été désigné établissement support par la convention constitutive. A ce titre, il assure à compter du 1^{er} janvier 2018 pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants. Il assure pour le GH T44 la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du Code de la Commande publique. Les établissements parties assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution du marché public (émission des ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, sous-traitance en cours d'exécution, règlement des factures).

...

Les 13 établissements membres du GHT Loire-Atlantique sont les suivants : CHU Nantes, CH Châteaubriant- Nozay-Pouancé (Châteaubriant),), HI de la Presqu'île (Guérande – Le Croisic), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), CH S Blain, CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué - sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2018, seul le CHU de Nantes est compétent pour signer les marchés des établissements parties du GHT 44 et leurs avenants éventuels.



Le marché de travaux de migration du Système de Sécurité Incendie (SSI) sera dûment signé par le CHU de Nantes mais conclu pour répondre aux besoins exclusifs du **Centre Hospitalier Châteaubriant-Nozay-Pouancé**. Cette dernière conserve néanmoins sa qualité de « Maître d'ouvrage » pour les présents travaux.

Article 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché public de travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'appliquent aux travaux de migration du Système de Sécurité Incendie (SSI) sur le site du Pôle de santé « CHOISEL » à Châteaubriant.

Les travaux s'exécuteront à l'adresse suivante :

- ✓ **Pôle de santé situé rue de Verdun à Châteaubriant (44 110)**

Les présents travaux auront lieu dans les 3 structures suivantes du Pôle de santé de « CHOISEL »:

- le centre hospitalier,
- le centre de Soins de Suite et de Réadaptation + Long séjour,
- la clinique.

Le présent marché est conclu pour répondre aux besoins exclusifs du Centre Hospitalier Châteaubriant-Nozay-Pouancé.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des charges technique joint dans le présent dossier de consultation (et tout particulièrement dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Allotissement et Forme du marché

Les travaux font l'objet d'un lot unique et le présent marché est ordinaire.

1.3. Maîtrise de l'Ouvrage et Pouvoir adjudicateur

Le Maître de l'Ouvrage est :

Le Centre Hospitalier Châteaubriant-Nozay-Pouancé
Etablissement Public de Santé
Représenté par Monsieur Eric MANŒUVRIER, Directeur
Rue de Verdun
BP 229
44 146 CHATEAUBRIANT Cedex

Le Pouvoir adjudicateur / acheteur est :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
Etablissement Public de Santé
Représenté par Monsieur EL SAIR Philippe, Directeur Général
Direction Générale - Immeuble DEURBROUCQ
5 allée de l'Ile Gloriette
44 093 NANTES cedex 1

1.4. Autres Intervenants

1.4.1. Maitrise d'œuvre :

La maitrise d'œuvre est assurée par la société suivante :

AXENERGIE – AGENCE 44

10 Rue de la Fionie

44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE

Tél. : 02 40 40 31 31

1.4.2. Contrôle technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique prescrit notamment par les articles L.125-1 à L.125-6 du Code de la construction et de l'habitation.

Le contrôle technique est assuré par :

DEKRA Industrial

ZIL rue de la Maison Neuve - CS 70413 - 44819 SAINT HERBLAIN

Le contrôleur technique intervient sur une mission de base et des missions complémentaires définies par le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

Le titulaire du marché doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique le concernant, sauf avis contraire du Maître d'ouvrage, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études à charge du titulaire que de l'exécution des ouvrages.

1.4.3. Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (SPS)

Il n'est pas prévu de CSPS pour ce dossier.

1.4.4. Coordination Système de Sécurité Incendie (SSI)

La mission de coordination SSI est incluse dans le marché de maîtrise d'œuvre.

Le titulaire du marché doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur SSI le concernant, sauf avis contraire du Maître d'ouvrage.

1.5. Sous-traitance

Au cas où le titulaire du marché envisagerait, de recourir en cours d'exécution du marché à un sous-traitant non prévu initialement, il doit obtenir du Maître de l'Ouvrage l'acceptation préalable du sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement, avant tout commencement d'exécution des prestations sous-traitées.

Pour formuler sa demande de sous-traitance, le titulaire du marché est invité à dûment compléter **le formulaire DC4 de « déclaration de sous-traitance »** proposé par la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) du Ministère de l'économie ou équivalent, contenant les renseignements suivants, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- s'agissant des marchés publics de défense ou de sécurité, le lieu d'exécution des prestations sous-traitées ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie ;
une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du Code.

Ce dernier devra adresser avec un accusé de réception (voie postale ou électronique) au Maître de l'Ouvrage (avec copie au Maître d'œuvre), ledit formulaire dûment complété et signé accompagné des pièces suivantes, savoir :

- les documents ci-après listés permettant d'apprécier les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant :
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du sous-traitant réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles. Si le sous-traitant est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, les documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur,
 - Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont dispose le sous-traitant pour l'exécution de travaux de même nature,
 - Une présentation des références qu'il juge comme les plus représentatives eu égard aux travaux qu'il est envisagé de lui sous-traiter. Pour chacune d'elles, devra être indiqué le type de la mission, le rôle exact du sous-traitant, le nom du Maître de l'Ouvrage et ses coordonnées, le montant des prestations réalisées ainsi que la surface concernée et la date de réalisation,
 - Les cas échéant, les certificats de qualification ou d'identité professionnelle adaptés aux travaux considérés. La preuve de la capacité du sous-traitant peut être apportée par tout moyen, notamment par des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les travaux sous-traités,
- Un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- Un extrait K-bis du sous-traitant de moins de 3 mois à la date de demande d'agrément ;
- Une attestation de vigilance URSSAF de moins de (6) six mois dite « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » du sous-traitant ;
- Une attestation de régularité fiscale de moins de (6) six mois précédant la demande d'agrément du sous-traitant

Le titulaire du marché établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

La demande d'agrément doit être adressée au Maître de l'Ouvrage dans un délai minimum de 21 jours calendaires avant l'intervention sur le chantier, car un sous-traitant non agréé à l'interdiction d'intervenir sur le chantier concerné par la sous-traitance.

Le point de départ du délai d'acceptation est la réception d'un dossier complet par le Maître de l'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG travaux, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, est réalisée auprès du seul titulaire du marché, ce dernier ayant l'obligation de transmettre ledit acte à son sous-traitant. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au Maître de l'Ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

En outre, le titulaire du marché et son sous-traitant doivent effectuer, toutes les démarches nécessaires au titre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Second rang

Les sous-traitants du titulaire ne pourront eux-mêmes recourir à des sous-traitants (second rang, troisième rang, etc) qu'après avoir obtenu l'accord du titulaire du marché et l'acceptation du Maître de l'Ouvrage, au vu notamment des prestations et du montant sous-traité, des capacités du sous-traitant, de la caution personnelle et solidaire prévue à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, et d'une attestation du titulaire indiquant que le sous-traitant en a reçu la copie.

1.6. Prestations similaires

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la Commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché précédent.

1.7. Visite de site

Le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance des lieux, et notamment du Pôle de santé, de ses abords et de ses conditions d'accès lors de la visite de site imposée durant la phase de consultation des entreprises.

Le titulaire du marché reconnaît également avoir apprécié toutes les difficultés inhérentes à un site en activité tout au long de l'exécution des travaux.

1.8. Ordre de service

Les ordres de service délivrés dans le cadre du marché seront signés et notifiés par la maîtrise d'œuvre après avoir été visés par le Maître d'Ouvrage dans les cas suivants :

- Le cas échéant, la notification de la date de commencement de l'exécution du marché ;
- La notification de prix nouveaux aux entreprises titulaires, pour des ouvrages ou travaux non prévus initialement,
- La modification des prestations (travaux en plus ou en moins, avec incidence financière) ;
- La modification d'un délai
- La notification d'un calendrier détaillé d'exécution
- L'affermissement d'une tranche optionnelle le cas échéant

1.9. Formes des notifications et informations

Les notifications qui font courir un délai sont faites :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- soit par remise en main-propriétaire contre récépissé ;
- soit par échange dématérialisé ou support électronique envoyé à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement (avec mention « NOTIFICATION » dans l'intitulé de l'objet du message) ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information

En outre, les demandes formulées oralement au titulaire et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement, sous réserve de faire l'objet d'une confirmation écrite, le cas échéant par voie de compte-rendu.

1.10. Obligations générales des parties

Dans un délai de 2 semaines à compter de la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les changements survenant au cours de l'exécution du marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique proposée dès lors qu'il juge que son comportement ou sa probité n'est pas compatible avec l'objet du marché.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG, le maître d'ouvrage n'est pas tenu de désigner une personne physique dès la notification du marché.

1.11. Relations du titulaire avec les tiers

Le titulaire, outre les intervenants de l'opération prévus à l'article 1.4 du présent CCAP, sera amené à avoir des relations avec des tiers à l'opération de construction, tels que :

- ✓ Autorités publiques, notamment dans le cadre des autorisations administratives nécessaires à l'opération ;
- ✓ Gestionnaires ou concessionnaires des voiries et réseaux publics ou privés ;
- ✓ Voisins et riverains.

Dans tous les cas, le titulaire informera au fur et à mesure le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage des démarches qu'il envisage à cet égard, et effectuera un compte rendu précis des contacts et échanges qui auront eu lieu.

Le titulaire a une obligation de secret professionnel vis-à-vis des tiers et des personnes appartenant au titulaire et ne participant pas à l'exécution du marché, et il ne leur communiquera ni information ni document relatifs à l'opération sans un accord préalable du maître d'ouvrage. Cela concerne notamment les médias, seul le maître d'ouvrage étant habilité à décider de la communication publique relative à l'opération.

Article 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET REGLEMENTATION

2.1. Pièces contractuelles du marché par ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, selon l'ordre de priorité décroissant ci-dessous :

- **L'acte d'engagement (A.E)** et ses annexes éventuelles,
- **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**, dûment complétée par la société suivant le cadre fourni au Dossier de Consultation des Entreprises. *Cette décomposition n'a de caractère contractuel que pour les prix unitaires.*
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),**
- **Le planning général d'exécution des travaux auquel sera substitué un calendrier détaillé d'exécution notifié au titulaire par ordre de service,**
- **Le Cahier des Charges de coordination du Système de Sécurité Incendie (SSI) et ses annexes,**
- **L'ensemble des pièces graphiques,**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes l'ayant modifié,**
- **Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG)* applicables aux marchés publics de travaux, sous réserve des dérogations apportées par le CCTP,**
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,**
- **Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre, dans la limite du présent ordre de préséance des pièces du marché, et sans pouvoir limiter en aucune façon la portée ou le contenu du prix global forfaitaire telle que définie par les autres pièces du marché**

***Le CCTG est celui en vigueur à la date du lancement de la consultation.**

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le Maître de l’Ouvrage au titulaire, de l’acte d’engagement et de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ainsi que tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l’article 4.2 du CCAG travaux, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché.

2.2. Cession ou nantissement des créances

Le titulaire du marché peut céder ou nantir tout ou partie des créances résultant du présent marché, conformément aux dispositions des articles R.2191-45 et suivants du Code de la Commande publique.

Le Maître de l’Ouvrage délivre, sans frais, l’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire, au nantissement ou à la cession du marché, sur demande écrite du titulaire du marché, conformément à l’article 4.2 du CCAG travaux.

En cas de sous-traitance prévue dès la passation du marché, le titulaire du marché indique dans le marché la nature et le montant des prestations qu’il envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant, dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 et suivants du Code de la Commande publique, du paiement direct. Ce montant est déduit du montant du marché pour déterminer le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou nantir.

En cas de sous-traitance en cours de marché et dans l’hypothèse où le Maître de l’Ouvrage, à la demande du titulaire du marché aurait délivré un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité, le titulaire du marché doit justifier :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d’un montant tel qu’il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

2.3. Règlementation applicable

Le titulaire est tenu d’avoir une parfaite et complète connaissance de l’ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables à l’opération de travaux, au site et au présent marché. Le montant du marché est réputé en tenir compte.

2.4. Protection de l’environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu’il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d’environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d’en justifier, en cours d’exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du maître d’ouvrage.

Il prend également en compte les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l’environnement, notamment les déchets produits en cours d’exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit...

Les travaux se déroulant en site occupé, le titulaire prend en compte toutes les mesures afin de limiter les nuisances sonores et les vibrations.

Article 3 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

3.1 . Contenu du prix

Conformément aux dispositions de l'article 9.1.1 du CCAG travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée.

Aucune sujétion normalement prévisible ne pourra être considérée comme non couverte par les prix, au sens de l'article 9.1.1 du CCAG travaux.

Comme toutes les autres sujétions normalement prévisibles, les sujétions liées au déroulement des travaux et à leur localisation sont intégralement à la charge du titulaire, qu'elles découlent des activités de l'établissement, des conditions de déroulement du chantier, de la simultanéité du chantier avec d'éventuels travaux ou interventions d'entretien sur le site, de la proximité de chantiers en dehors du site, des moyens de transport, de la gestion des déchets de chantier, de l'occupation du domaine public, etc.

Dans toutes les pièces techniques, la maîtrise d'œuvre s'est efforcée de renseigner les entreprises sur la nature des travaux et prestations à exécuter, sur leur nombre, leur dimension et leur emplacement. Mais, il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que le titulaire devra exécuter comme étant dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux et prestations de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des travaux et au parfait fonctionnement de l'ensemble.

En conséquence, le titulaire du marché doit prévoir tous les travaux indispensables au complet et parfait achèvement dans des règles de l'art, de la bonne construction, des normes françaises et ce, sans qu'il puisse prétendre à aucun supplément de prix pour raison quelconque en dehors des suppléments résultants des modifications apportées aux plans et coupes ayant servi à l'établissement de son prix de marché.

3.2. Forme du prix

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont traités à prix global et forfaitaire, stipulé à l'article B1 de l'acte d'engagement.

Ce prix global et forfaitaire fait l'objet d'une décomposition dont les seuls prix d'unité ont une valeur contractuelle.

Par dérogation à l'article 9.3.2 du CCAG travaux, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) n'indiquera pas pour chaque prix unitaire, les pourcentages correspondant aux frais généraux ; aux impôts et taxes et à la marge pour risques et bénéfices.

3.3. Variation du prix

Les prix des marchés sont révisables dans les conditions ci-après.

Le mois de référence de l'établissement des prix du marché est **le mois de la date limite de remise de la 1^{ère} offre** (offre initiale en cas de négociation) appelé **le mois zéro « M0 »**.

L'index/indice national devant être utilisé pour le calcul de la révision est le suivant :

- **BT 47- Electricité**

Les valeurs des indices/Index nationaux « I » sont publiées mensuellement par l'INSEE.

La révision est calculée par application au prix du marché d'un coefficient (Cn) donné par la formule suivante :

$$Cn = 0.15 + 0.85 (I_n - 3 \text{ mois}) / (I_0 - 3 \text{ mois})$$

Le coefficient de révision (Cn) s'applique aux prestations et travaux exécutés faisant l'objet de la demande de paiement mensuelle y compris aux éventuelles retenues, réfections, ou pénalités appliquées hors retenue de garantie. Ce dernier sera arrondi au millième supérieur (3 chiffres après la virgule).

Cn	=	Coefficient de révision de prix arrondi au millième supérieur
I ₀ – 3 mois	=	Valeur des indices/index du mois zéro « M0 » supra moins 3 mois, par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG-travaux.
I _n – 3 mois	=	Valeur des indices/index du mois d'exécution des travaux et des prestations faisant l'objet de la demande de paiement moins 3 mois

La révision de prix peut être calculée provisoirement chaque mois en appliquant les dernières valeurs publiées des indices/index nationaux (article 12.2.1d du CCAG).

Le(s) dernier(s) indice(s)/index nationaux à prendre en compte pour le solde du marché de travaux est/sont celui de la date de réception des travaux retenue moins trois mois (index/indice(s) définitif(s) publié(s)).

3.4. Prestations supplémentaires ou modificatives

Par application des articles 13 et 14 du CCAG travaux, le maître d'œuvre pourra demander au titulaire du marché de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un avant-métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus par le marché et réputés non inclus dans le prix global et forfaitaire et les prix unitaires.

Le titulaire du marché devra alors remettre un tel devis dans un délai maximum de 10 jours calendaires. Le titulaire ne pourra prétendre à indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite.

Tout ordre de service délivré en application de l'article 14 et 15 du CCAG travaux ou consistant en une quelconque modification des prestations du marché, n'est valable que s'il est revêtu du visa du Maître de l'Ouvrage.

Par dérogation aux articles 14.2.2, 14.3 et 15.1 du CCAG travaux, l'augmentation et la diminution limites du montant contractuel des travaux, visées par ces articles pour les marchés à prix global et forfaitaire, ainsi que les plafonds qu'elles constituent au titre d'autres articles du CCAG, sont fixées à 15%.

En application de l'article 14.4.3 du CCAG, si le titulaire du marché n'a pas reçu un ordre de service décidant d'arrêter les travaux alors que le montant contractuel est atteint, il doit poursuivre les travaux au-delà de ce montant jusqu'à l'exécution complète des ouvrages, dans la seule limite du plafond fixé à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'article 14.4.2 du CCAG, le délai laissé au maître d'œuvre pour notifier au titulaire l'éventuelle décision du représentant du pouvoir adjudicateur d'arrêter les travaux, est de 20 jours et court à compter de l'information donnée par le titulaire prévue au 14.4 du CCAG.

Article 4 – REGIME DES PAIEMENTS

4.1. Délai et modalités de paiement

4.1.1. Délai et mode de paiement

Le mode de règlement du marché sera le virement.

Les paiements seront effectués par les soins de Monsieur le Trésorier Principal du Centre des Finances publiques situé à Nantes.

Conformément aux dispositions, de l'article R 2192-11 1° du Code de la Commande publique, le délai global de paiement des sommes dues est de 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre, après exécution et/ou admission des prestations et des travaux.

Pour le paiement du solde des marchés de travaux, le délai de paiement court à compter de la date de réception par le Maître de l'Ouvrage du décompte général et définitif établi dans les conditions fixées à l'article 4.4 ci-après.

4.1.2. Retard de paiement – Intérêts moratoires

En application de l'article L.2192-13 du Code de la Commande publique, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code la Commande publique, le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros, en application de l'article D.2192-35 dudit Code.

4.1.3. Suspension éventuelle du délai de paiement

Le délai de paiement de 50 jours pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application des articles R. 2192-27 et suivants du Code de la Commande publique. Ce dernier notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R.2192-28 dudit Code.

4.2. Avance

Dans le respect des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Pour l'application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'option retenue est l'option B.

Le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le paiement de l'avance intervient, dans un délai de 50 jours, sur présentation d'une demande écrite avant l'émission de la première demande de paiement mensuelle. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes. Ce remboursement commence lorsque le montant des travaux exécutés atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché, et se termine lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

4.3. Demandes de paiement mensuelles

Les demandes de paiement mensuelles devront être transmises entre le 20 et 25 de chaque mois, par voie dématérialisée, sous la forme d'un projet de décompte.

A l'appui de chaque demande de paiement, le titulaire devra préciser l'avancement cumulé des travaux exécutés dans la DPGF du marché.

La demande de paiement devra également indiquer les sommes à prélever sur le montant de l'acompte correspondant pour procéder le cas échéant au paiement direct des sous-traitants.

Le règlement des sommes dues au titre du marché fera l'objet d'acomptes mensuels déterminés par la maîtrise d'œuvre, calculés à partir de la différence entre deux demandes de paiement successives.

Le maître d'œuvre se réserve la possibilité de notifier au titulaire une demande de modification de son projet de décompte mensuel. Cette demande suspend le délai global de paiement jusqu'à la réception du projet de décompte rectifié. Les justificatifs de la suspension devront être joints à l'état d'acompte mensuel adressé au Maître de l'Ouvrage.

Le titulaire du marché ne peut pas présenter un simple projet de décompte mensuel lorsque les travaux sont achevés autrement dit lorsque l'avancement cumulé des travaux exécutés est à 100 % dans la DPGF du marché. Il doit concurremment établir un projet de décompte final comme précisé dans le paragraphe ci-après (4.4) à réaliser après réception.

Les demandes de paiement devront être déposées sur la plateforme dénommée Chorus Pro.

Pour accéder au portail Chorus Pro, veuillez suivre le lien suivant :

- <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour de plus amples informations, veuillez suivre le lien suivant :

- <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du Maître d'Ouvrage sont les suivants :

- ✓ L'établissement est identifié sur le portail comme « Centre Hospitalier Châteaubriant-Nozay Pouancé »
- ✓ Le code Siret : « 200 044 972 00012 »

4.4. Décompte Général Définitif - Solde du marché

Le paiement du solde du marché (indépendamment de la retenue de garantie) peut s'effectuer uniquement lorsque la réception des travaux sera prononcée et notifiée au titulaire du marché.

En outre, si certains travaux et/ou prestations prévus au marché n'ont pas été exécutés, le titulaire du marché ne peut pas présenter à la maîtrise d'œuvre sa demande de paiement du solde du marché. Il est autorisé à le faire uniquement après la constatation de leur exécution complète.

Il est fait application des dispositions des articles 13.3 et 13.4 du CCAG travaux sous réserve des clauses dérogatoires stipulées ci-après.

4.4.1. Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG travaux, le titulaire transmet son « projet de décompte final » simultanément au maître d'œuvre et au Maître de l'Ouvrage au plus tard dans un délai maximum de **60 jours** à compter de la date de fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Le projet de décompte final élaboré par le titulaire du marché doit être accompagné :

- de la DPGF du marché dont les postes sont tous avancés à 100%,
- d'un récapitulatif de tous les paiements reçus au titre du présent marché (compris travaux supplémentaires : ordres de services ou avenant),
- du récapitulatif des garanties à première demande transmises ou à défaut les retenues de garanties appliquées,
- d'un état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.1.7 du CCAG pour les acomptes mensuels, y compris les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptés par le titulaire,
- du montant de la révision des prix avec les calculs justificatifs (le cas échéant),

Sur la base du décompte final accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, celui-ci établit le « projet décompte général » conformément à l'article 12.4.1 du CCAG travaux et l'adresse au Maître de l'Ouvrage.

4.4.2. Notification du décompte général

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG travaux, le « décompte général », signé par le Maître de l'Ouvrage, est notifié au titulaire dans un délai maximum de **60 jours** à compter de la réception par le Maître de l'Ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Dans un délai maximum de **45 jours**, par dérogation au CCAG travaux, compté à partir de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au Maître de l'Ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

La signature du décompte général donnée « sans réserve » vaut acceptation et lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires, par dérogation au CCAG travaux. Il devient dès lors le « décompte général et définitif » du marché.

La date de sa notification au Maître de l'Ouvrage constitue le départ du délai de paiement qui est actuellement, sous réserve de modification, de **50 jours** au regard des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Par dérogation à l'article 12.4.3 du CCAG travaux, en cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Maître de l'Ouvrage règlera dans un délai maximum de **50 jours**, à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de le signer, les sommes admises par le Maître de l'Ouvrage

Ce désaccord est réglé conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG travaux, sous

réserve de la dérogation ci-après concernant les délais fixés aux articles 55.1.1 et 55.1.2 du CCAG travaux :

- Les délais de 30 jours sont remplacés par ceux de **45 jours**.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

4.4.3. Notification du décompte général par le titulaire le cas échéant

Si le Maître de l'Ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés ci-avant, le titulaire lui notifie, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- Du projet de décompte final composé des éléments listés à l'article 4.4.1 ci-dessus,
- Du projet d'état de solde compris révision de prix (le cas échéant), établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 du CCAG travaux pour les acomptes mensuels,
- Du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde compris révision de prix, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG travaux, le Maître de l'Ouvrage notifiera le décompte général au titulaire du marché dans un délai de **30 jours** à compter de la réception de ces documents.

Le décompte général est alors établi et transmis dans les conditions fixées à l'article ci-avant.

Si, dans ce délai de 30 jours, le Maître de l'Ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas le décompte général et définitif, par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG travaux. Le décompte général doit faire l'objet d'une notification au titulaire par le Maître de l'Ouvrage pour devenir définitif.

⇒ Toutes les notifications mentionnées dans cet article supposent un envoi papier par courrier recommandé avec avis de réception afin de déterminer de façon certaine la date de réception, sous peine de forclusion et d'absence de prise en compte de la demande.

Article 5 – SÛRETÉS DU MARCHÉ

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial des travaux le cas échéant du montant des modifications du marché public en cours d'exécution, est appliquée par fractions sur chaque décompte mensuel (avance exceptée) ainsi que sur le décompte général.

Cette retenue peut être remplacée par une garantie à première demande conformément à l'article R. 2191-36 du Code de la Commande publique, étant précisé que le Maître de l'Ouvrage s'oppose à ce que la retenue de garantie soit remplacée par une caution personnelle et solidaire.

En cas d'avenant qui augmente le montant du marché initial, la garantie à première demande, doit être complétée en fonction des évolutions du marché.

L'original de la garantie à première demande devra être adressé au Maître de l'Ouvrage, une copie sera transmise au maître d'œuvre.

La garantie à première demande pourra être remise tout au long de l'exécution du marché. Si des

acomptes mensuels ont déjà été réglés, les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie sera remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande seront libérés qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, éventuellement prolongé.

Article 6 – DELAIS

6.1. Calendrier prévisionnel des travaux

Le délai global d'exécution résulte de celui sur lequel le titulaire du marché s'est engagé dans le planning général d'exécution qu'il a remis, à l'appui de son offre.

Ce planning général au caractère contractuel évoque également les délais d'intervention des trois (3) phases principales du marché, à savoir Centre Hospitalier, Centre de Soins de Suite et de Réadaptation+ Long séjour et la Clinique.

Le planning général d'exécution des travaux auquel sera substitué un calendrier détaillé d'exécution selon les modalités précisées à l'article 6.2 ci-après.

Le point de départ du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux est la date fixée sur l'Ordre de service de démarrage qui sera notifié au titulaire du présent marché.

Une période de préparation de chantier est incluse dans le délai global d'exécution du marché. Sa durée sera définie par le titulaire du marché dans ledit calendrier par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux.

6.2. Calendrier détaillé d'exécution

Il est fait application de l'article 28.2 du CCAG travaux notamment concernant les modalités d'élaboration du calendrier détaillé d'exécution.

Outre le délai global, le titulaire devra respecter tous les délais prévus dans le calendrier prévisionnel des travaux, puis dans le calendrier détaillé d'exécution qui lui sera contractuellement substitué. Le titulaire devra mettre tout en œuvre pour respecter les délais prévus.

L'absence de notification du calendrier détaillé d'exécution ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux.

Au cours du chantier et avec l'accord de toutes les entreprises exécutant les travaux, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux fixé au point 6.1 susvisé.

Dans ce cas, une nouvelle notification sera alors adressée à l'ensemble des entreprises.

6.3. Prolongation des délais d'exécution pour intempéries

Sans objet pour le présent marché.

Article 7 – PENALITES & RETENUES & REFACTIONS

7.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard **imputable au titulaire** dans l'exécution du marché comparativement au calendrier contractuel de l'opération :

■ **Retard sur le délai global d'exécution :**

En cas de retard constaté, le titulaire du marché sera passible sans mise en demeure préalable, de pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à 1/1 000 ème du montant hors-taxes de l'ensemble de son marché avec un montant minimum de 300€/jour.

■ **Retard dans un des délais intermédiaires du calendrier contractuel d'exécution des travaux (début et / ou fin d'une tâche par exemple) :**

En cas de retard constaté, le titulaire du marché sera passible sans mise en demeure préalable de pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à 1/1 000 ème du montant hors taxes de l'ensemble de son marché avec un montant minimum de 300€/jour.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de ne pas rembourser le titulaire des pénalités provisoires appliquées, même si le retard partiel n'a pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage, par dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG travaux.

■ **Retard dans un des délais intermédiaires du calendrier des études d'exécution :**

En cas de retard constaté, le titulaire du marché sera passible sans mise en demeure préalable de pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à 50 € par document.

En outre, en cas de non-respect des autres délais prévus au marché, les dispositions suivantes sont appliquées :

■ **Pénalité de retard dans la remise des documents ou éléments à fournir avant exécution (exemple plan de prévention)**

En cas de non-respect des délais fixés aux articles 10.1, 10.2 et 10.3, le titulaire du marché encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour calendaire de retard de 300 € par document ou élément.

■ **Pénalité de retard dans la remise des documents à fournir après exécution (DOE)**

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le titulaire du marché (cf article 11.3), ce dernier sera passible, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité par jour calendaire de retard de 300 € par document.

Ces pénalités sont indépendantes des retenues provisoires de l'article 7.4 ci-après qui peuvent être opérées le cas échéant sur les derniers décomptes mensuels.

- Pénalité de retard dans la remise des attestations d'assurance visées aux articles 12.3.1 et 12.3.2 ci-après

A défaut de fourniture dans les délais impartis des attestations conformes de police d'assurances visées à l'article 12.3.1 ci-après, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 300 € par attestation, pourront être appliquées au titulaire du marché sur simple constatation.

A défaut de fourniture, dans les délais impartis, des attestations conformes de police d'assurances visées l'article 12.3.2 ci-après, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 100 € par attestation, pourront être appliquées au titulaire du marché sur simple constatation.

- Pénalité de retard dans la remise de divers documents (autres que ceux sus-visés)

En cas de retard dans la remise de divers documents par le titulaire du marché au Maître de l'Ouvrage ou à tout autre intervenant, comme par exemple une déclaration de sous-traitance, un devis détaillé, résultats d'analyse, etc, ce dernier sera passible ; sans mise en demeure préalable, d'une pénalité par jour calendaire de retard de 150 € par document.

- Pénalité de retard dans la levée d'une réserve formulée dans une décision de réception des ouvrages notifiée au titulaire du marché

En cas de retard dans la levée d'une réserve formulée dans une décision de réception des ouvrages notifiée au titulaire du marché, ce dernier sera passible ; sans mise en demeure préalable, d'une pénalité par jour calendaire de retard de 100 € par réserve.

- Pénalité de retard suite à une demande écrite ou injonction d'un des intervenants de l'opération

En cas de non-respect d'un délai émanant d'une demande écrite d'un des intervenants de l'opération (Maître de l'Ouvrage, maître d'œuvre, contrôleur technique etc), le titulaire du marché est passible sans mise en demeure préalable de pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à 1 % du montant HT du marché (avenant(s) notifié(s) inclus), dans la limite de 200 € par jour.

- Pénalité de retard pour non mise en place de protections

En cas de non mise en place de protection des ouvrages, le titulaire du marché sera passible sans mise en demeure préalable d'une pénalité de 400€ par jour calendaire.

- Pénalité de retard diverses

En cas de retard constaté, le titulaire du marché sera passible sans mise en demeure préalable de pénalités ci-dessous :

- non fourniture d'échantillons à la date prescrite par le Maître d'Œuvre sur le compte rendu de chantier / DET : 130 € par jour calendaire.
- non fourniture des plans de réservation à la date prescrite par le Maître d'Œuvre sur le compte rendu de chantier : 130 € par jour calendaire.

- non fourniture à la fin du délai de préparation fixé ci-après du panneau de chantier avec indication des entreprises titulaires des lots, nature de l'ouvrage, tel qu'indiqué à l'article 3.31 : 130 € par jour calendaire.
- non fourniture de documents pendant la période de préparation (notamment plan(s) de prévention: 130 € par jour calendaire.

7.2. Autres pénalités

7.2.1. Pénalité pour absence au rendez-vous de chantier et réunions auxquelles l'entreprise aura été convoquée

En cas d'absence à un rendez-vous de chantier ou aux réunions auxquelles le titulaire aura été convoqué, la pénalité forfaitaire encourue sera de 150 € par absence.

La pénalité sera de 75 € pour un retard inférieur à une heure.

Un retard de plus d'une heure étant considéré comme une absence.

Le pointage des absences sera porté au compte-rendu de chantier par la maîtrise d'œuvre.

7.2.2. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

En cours d'exécution du présent marché, le titulaire du marché doit **tous les 6 mois** jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, adresser les mêmes pièces, à jour, qui avaient été exigées pour la signature du marché, à savoir :

- les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du Code du travail pour le contractant établi en France et à l'article D. 8222-7 pour celui établi à l'étranger,
- ainsi que celles prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement que sont les URSSAF, les caisses générales de sécurité sociale, les caisses d'allocations familiales, et les caisses de mutualité sociale agricole, dans les conditions de l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité Sociale.

Si le Maître de l'Ouvrage ne les a pas reçues, il lui en fera la demande, le titulaire du marché aura alors 5 jours calendaires pour les adresser.

Dès que le délai de 5 jours sera expiré, le titulaire du marché se verra appliqué une pénalité forfaitaire de 50 €, par jour calendaire de retard, jusqu'à réception de l'ensemble des pièces susvisées par le Maître de l'Ouvrage.

En outre, dans le cadre du dispositif d'alerte défini à l'article L 8222-5 du Code du travail, si le titulaire du marché n'a pas donné suite à la mise en demeure du Maître de l'Ouvrage de régulariser au plus vite sa situation (un délai maximum sera précisé ce dernier pourra soit appliquer des pénalités, soit résilier le marché à l'expiration dudit délai, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités s'élèveront à 1 000 € par jour jusqu'à ce que l'entreprise apporte la preuve de la régularisation de la situation (correction des irrégularités constatées).

7.2.3. Tri des déchets et respect de l'environnement et des règles d'hygiène

En cas de non-respect constaté des stipulations concernant le tri des déchets et le respect de l'environnement et des règles d'hygiène, le titulaire du marché en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux, les pénalités suivantes :

- Dépôts de déchets hors d'une zone définie d'entreposage des déchets : 300 € par infraction constatée,
- Défaut de gestion des déchets : 300 € par évènement constaté puis 150 € par jour calendaire jusqu'au respect complet des dispositions contractuelles,
- Non fourniture des bennes requises : pénalité 150 € par jour calendaire de retard,
- Défaut d'évacuation des déchets a minima une fois par semaine : 300 € par évènement hebdomadaire constaté,
- Non fourniture des éléments de traçabilité des déchets de chantier : pénalité de 150 € par jour calendaire de retard à compter de la demande prévue à l'article 10.10 ci-après,
- Défaut de nettoyage de chantier : 300 € par évènement constaté puis le cas échéant 150 € par jour calendaire jusqu'au parfait nettoyage du chantier.
- Pollution du sol ou de l'eau (fuite d'hydrocarbure) : 300 € par infraction constatée
- Feu de chantier dont l'origine est de la responsabilité du titulaire du marché : 100 € par évènement constaté

7.2.4. Pénalités diverses

Le titulaire du marché pourra se voir appliquer d'autres pénalités pour les motifs suivants :

- Absence de déclaration d'un sous-traitant : 300 € par sous-traitant *(elle pourra s'appliquer en complément des pénalités de retard visées à l'article 7.1 ci-avant),*
- Non-respect d'une injonction du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé : 300 € par évènement *(elle pourra s'appliquer en complément des pénalités de retard visées à l'article 7.1 ci-avant),*
- Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé sur le chantier : 300 € par infraction,
- Infraction constatée aux dispositions inscrites dans le mémoire technique du titulaire : 300 € par infraction puis le cas échéant 150 € par jour calendaire jusqu'au respect complet des dispositions contractuelles.
- Non-respect des circulations et stationnement : 300 € par infraction constatée
- Absence de conformité d'un matériel de chantier : 300 € par infraction constatée
- Retard pour remise en état des lieux : 200 € par infraction constatée

7.3. Application des pénalités

Toutes les pénalités prévues sont encourues sur simple constatation d'un des intervenants de l'opération, excepté pour les pénalités prévues à l'article 7.2.2 du présent CCAP « Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé », elles sont cumulables, et ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire du marché n'est pas forcément exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Le montant du marché pris comme base pour le calcul de la pénalité est considéré prendre en compte toutes les modifications en cours d'exécution notifiées à la date d'application de la pénalité.

Le montant des pénalités n'est pas assujéti à la TVA, en cas d'application de celles-ci, elles devront être déduites du montant TTC de l'acompte du solde à payer.

Une fois le montant des pénalités déterminées, la formule de variation des prix prévue au marché leur est appliquée (confer article 3.3 du présent CCAP).

Les pénalités pourront être indifféremment appliquées dans le cadre des décomptes mensuels et/ou dans le cadre du décompte général du marché.

L'application de pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG travaux.

7.4. Retenues provisoires

Pour l'application de l'article 19.3 du CCAG-Travaux, des retenues provisoires, représentant 2% du montant total du marché, pourront être effectuées jusqu'à complète exécution et remise des documents et formations effectués après exécution des travaux, tels qu'ils sont prévus à l'article 9.4 du présent CCAP.

Elles seront débloquées après la remise complète des documents.

7.5. Réfactions

Toutes les réfactions prévues dans le CCAG travaux peuvent être appliquées au titulaire du marché.

Article 8 – PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGE

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG, le plan général d'implantation, lorsqu'il est nécessaire, constitue une pièce du marché.

Les piquetages prévus à l'article 27 du CCAG sont à la charge du titulaire du lot n°02 GROS OEUVRE. Ces piquetages seront soit effectués, soit contrôlés par un géomètre-expert, préalablement accepté par le Maître d'ouvrage, et qui attestera de leur conformité au plan général d'implantation des ouvrages et aux informations relatives aux ouvrages souterrains ou enterrés.

Le titulaire devra signaler par écrit au maître d'œuvre toute anomalie ou erreur, et demander le cas échéant toute vérification qu'il jugerait nécessaire. Aucune réclamation ne pourra être admise une fois le piquetage effectué.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG, le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens sera établi par le titulaire du lot n°24 Terrassements - VRD après avoir pris connaissance des éléments en la possession du Maître d'ouvrage, et en avoir vérifié l'exactitude.

Article 9 – ETUDES PREALABLES A L'EXECUTION DES TRAVAUX

9.1. Etudes d'exécution

Les études d'exécution sont en totalité à la charge du titulaire du marché.

D'une façon générale, le titulaire établit, d'après les pièces constitutives du marché, tous les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, quelle qu'en soit la nature.

Les documents d'exécution établis par le titulaire devront signaler de façon claire et évidente les points sur lesquels ils ne respecteraient pas les pièces constitutives du marché, faute de quoi le visa du maître d'œuvre pourra être considéré comme n'ayant pas été délivré.

Les documents élaborés par le titulaire seront accompagnés, en tant que de besoin, de toute note explicative et justificative relative aux matériaux, méthodes, essais, mises en œuvre, phasages, quantités, etc. Ils sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire.

9.2. Coordination des études d'exécution

Dans le cadre du déroulement des travaux, le titulaire du marché est chargé à ses frais de la parfaite coordination temporelle, technique et spatiale des études d'exécution relatives à son marché, y compris celles qu'il ferait réaliser par des sous-traitants.

La nécessité d'études d'exécution parfaitement coordonnées implique que toutes les études soient réalisées simultanément.

9.3. Vérification des études d'exécution

De façon générale, toutes les études d'exécution doivent être soumises au visa du maître d'œuvre, à l'avis du contrôleur technique, et communiquées au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le visa favorable ou non par le maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique seront notifiés au titulaire dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception des pièces concernées.

Toute reprise des études d'exécution nécessitée par la décision du maître d'œuvre de ne pas délivrer son visa ou par un avis défavorable du contrôleur technique sur un document d'exécution devra être faite dans un délai maximum de 8 jours.

Le visa du maître d'œuvre et un avis favorable du contrôleur technique doivent impérativement être obtenus préalablement à l'exécution de l'ouvrage correspondant aux documents concernés. Le non-respect de cette obligation pourra entraîner la dépose ou la démolition de tout ou partie d'un ouvrage exécuté et le titulaire devra assumer toutes autres conséquences qui pourraient en découler.

Tous les documents élaborés par le titulaire seront fournis et diffusés directement par ses soins aux destinataires qui lui seront désignés. Ils respecteront des règles de présentation fixées par le maître d'œuvre.

9.4. Modification des ouvrages ou travaux

Les études d'exécution complémentaires nécessitées par une modification des ouvrages ou travaux seront réalisées par le titulaire du marché dans les mêmes conditions de coordination et de vérification, le délai particulier étant fixé dans l'ordre de service prescrivant la modification.

Article 10 – PREPARATION & COORDINATION & EXECUTION DES TRAVAUX

10.1. Préparation des travaux

Il est fait application de l'article 28.2.1 du CCAG travaux.

En outre, il est précisé que le programme d'exécution doit comporter tous les éléments requis au déroulement des études d'exécution et du chantier, notamment :

- Liste des documents d'exécution,
- Le calendrier des études d'exécution ;
- La liste des tâches élémentaires (y compris commandes, fabrication et pose) ;
- Les matériels et méthodes utilisés,
- Le plan d'assurance qualité du chantier
- Le schéma d'organisation et de gestion des déchets

10.2. Installations et organisation du chantier

L'organisation du chantier sera conforme à la notice d'organisation du chantier et au plan général de coordination SPS.

Toutes les installations et moyens techniques nécessaires au commencement de l'exécution des travaux, déterminés en accord avec le maître d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, devront être opérationnels avant la fin de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, il incombe au titulaire du marché d'obtenir, à l'exception des autorisations de construire, toutes les autorisations, notamment administratives, nécessaires à la réalisation des ouvrages, le Maître de l'Ouvrage et le maître d'œuvre pouvant le cas échéant apporter leur concours pour en faciliter l'obtention.

Le prix du marché est réputé inclure tous les frais et délais liés à l'obtention, l'affichage, le maintien en état et le constat si nécessaire de ces autorisations.

Il est bien précisé que des installations de chantier devront être en place pendant toute la durée d'intervention des travailleurs, même si les délais contractuels sont dépassés, y compris durant la période de levée des réserves dont a été assortie la décision de réception

10.3. Sécurité et protection de la santé

Le titulaire du marché est tenu de respecter et de répondre à ses obligations de sécurité et de protection de la santé lui incombant au titre des dispositions légales et réglementaires en vigueur, tout particulièrement celles stipulées dans le code du travail.

Ce faisant, il mettra notamment en œuvre tous les dispositifs de sécurité évoqué à l'article 1.9.3 du CCTP.

Le titulaire du marché établit avec le représentant du maître de l'ouvrage, dès la notification du marché et ce avant toute intervention, un plan de prévention après avoir effectué une visite d'inspection commune avec le maître de l'ouvrage. Le plan de prévention devra être adressé au Maître d'Ouvrage au plus tard 30 jours calendaires après la date de notification du présent marché.

Son contenu doit être impérativement conforme au code du travail. Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au Maître de l'Ouvrage.

La mise à jour devra être effectuée autant de fois qu'il sera nécessaire.

Les dispositions dudit plan validé par le Maître de l'Ouvrage doivent être respectées par l'entreprise durant toute la durée de l'exécution de ses travaux.

10.4. Compte de dépenses communes : « compte prorata »

Sans objet.

10.5. Registre de chantier

Le registre de chantier prévu par l'article 28.5 du CCAG sera réputé constitué par la somme des comptes rendus élaborés par le maître d'œuvre et par l'OPC. Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, le registre de chantier ne sera donc pas signé. Toutefois, son caractère contradictoire sera assuré par la possibilité pour le titulaire de formuler des observations sur les comptes rendus dans un délai maximum d'une semaine à compter de sa réception.

Ce registre est tenu à la disposition du Maître de l'Ouvrage comme de tous les intervenants autorisés.

10.6. Dispositions particulières d'intervention sur le site

Se référer aux dispositions du cahier des charges technique (tout particulièrement au CCTP).

10.7 Réunions et visites

Une réunion hebdomadaire se tiendra sur le site de l'opération, aux dates et heures fixées par le maître d'œuvre en concertation avec le Maître de l'Ouvrage.

Cette réunion aura pour objet d'aborder, sous l'autorité du maître d'œuvre, toute question relative à l'exécution du marché de travaux, et en particulier les aspects directement liés au chantier. Elle pourra donner lieu à une visite de chantier. Un état d'avancement des travaux sera systématiquement fait en référence au calendrier contractuel. Un compte rendu sera établi et diffusé par le maître d'œuvre.

Chaque titulaire et/ou les entreprises convoqué(es) (en cas de cotraitance ou sous-traitance) est/sont tenu(es) d'être présent(es) ou à défaut d'y être représenté(es) par une personne habilitée à l' (les) engager.

La réunion de chantier ne se substitue pas aux réunions spécifiques (par exemple relatives aux études d'exécution et de synthèse, à la préparation du chantier, etc.), susceptibles d'être provoquées par le maître d'œuvre, et auxquelles le titulaire est tenu d'être représenté par une personne habilitée à l'engager.

Le chantier fera en outre l'objet de visites, planifiées ou inopinées, par le maître d'œuvre, et le cas échéant le contrôleur technique, le coordonnateur SSI et le coordonnateur SPS.

Le Maître de l'Ouvrage a également libre accès sur le chantier.

Chaque titulaire sera tenu d'être présent aux réunions et visites auxquelles il aura été convoqué.

En outre, le Maître d'œuvre pourra, en tant que besoin, exiger la présence de sous-traitants représentés par des personnes habilitées à les engager, à condition d'en avoir informé le titulaire au moins cinq jours calendaires avant la réunion ou la visite concernée.

10.8 Provenance et qualité des matériaux et produits

Le titulaire du marché est tenu de mettre en œuvre les matériaux, produits, équipements ou composants de construction figurant dans son offre, le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché, en respectant exactement les marques, modèles, et références y figurant.

Sur simple demande du Maître d'œuvre, du Maître de l'Ouvrage, le titulaire devra être en mesure de

produire une copie des bons de commande des matériaux, produits, et composants de la construction et des équipements.

Il est également tenu de mettre à leur disposition toute la documentation technique, les prototypes ou les échantillons demandés, ainsi que les manuels détaillant le plan de maintenance du constructeur (pour les équipements).

10.9 Sécurité et gardiennage du chantier

Le titulaire du marché doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la sécurité et le gardiennage du chantier en tenant également compte le cas échéant des dispositions du cahier des charges technique (tout particulièrement le CCTP).

En outre, le titulaire est responsable du site où se déroulera le chantier, à compter de la mise à disposition des lieux jusqu'au transfert de la garde des ouvrages au Maître de l'Ouvrage.

10.10 Déchets de chantier

Les entreprises devront mettre en œuvre le tri sélectif des déchets suivant les modalités décrites dans le cahier des charges technique ainsi que valoriser et éliminer des déchets conformément aux articles 36 et 37 du CCAG travaux.

Chaque entreprise est tenue d'enlever ses déchets et de les déposer en décharge contrôlée conformément à la réglementation en vigueur.

Il convient de se référer au cahier des charges technique (tout particulièrement le CCTP).

10.11 Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG travaux, les conséquences de toute dégradation causée aux voies publiques, du fait du chantier ou du fait des circulations qui lui sont liées, sont à la charge exclusive de l'entreprise responsable

Article 11 – CONTROLES & RECEPTION DES TRAVAUX

11.1. Essais et contrôles des ouvrages

En complément des essais prévus au titre de l'autocontrôle et de ceux pouvant être demandés par le contrôleur technique, le titulaire devra prendre à sa charge les autres essais décrits dans le cahier des charges. La présence de la maîtrise d'œuvre sera obligatoire.

Ces derniers sont tous à sa charge. Il ne sera demandé au Maître de l'Ouvrage aucune contribution technique ou financière.

11.2. Réception des ouvrages ou parties d'ouvrages

La procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG travaux. La réception des ouvrages prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux dans le procès-verbaux de réception dûment signé et notifié par le Maître de l'Ouvrage.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve, avant achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre

possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages. Elle sera alors précédée d'une réception partielle.

11.3 Documents fournis après exécution

Seules les stipulations de l'article 1.13.2 « DOE et DIUO » sont applicables, par dérogation à l'article 44 du CCAG travaux.

Article 12 – RESPONSABILITES & ASSURANCES

12.1. Caractéristiques des matériaux et produits

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution des marchés doivent être conformes aux prescriptions du cahier des charges ainsi qu'aux normes qu'il vise le cas échéant.

Aussi, les modalités de mise en œuvre des matériaux et produits utilisés doivent être conformes aux prescriptions du fabricant.

12.2 Garanties

12.2.1. Garantie de parfait achèvement

Le titulaire est tenu à la garantie de parfait achèvement telle que prévue à l'article 44 du CCAG travaux.

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Pendant ce délai, le titulaire devra remédier, d'une part, à toutes les réserves dont a été assortie la réception et, d'autre part, à tout désordre qui lui sera signalé. Il devra remédier aux désordres dans le délai qui lui sera alors fixé.

Le délai de garantie de parfait achèvement pourra être prolongé en application de l'article 44.2 du CCAG travaux. La garantie produira alors tous ses effets pendant cette prolongation.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé automatiquement jusqu'à ce que l'ensemble des réserves dont était assortie la réception soient levées et jusqu'à ce qu'il soit remédié à tous les désordres signalés.

12.2.2. Garantie biennale et décennale

Le titulaire est tenu aux garanties couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du Code civil.

12.3 Assurances

12.3.1 Assurance RC Décennale

En application de l'article L.241-1 du Code des assurances, préalablement à la notification du marché, le titulaire, le mandataire ainsi que chacun des co-traitants en cas de groupement, devra justifier qu'il dispose d'une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les

responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4 du Code civil.

Dans un délai de 30 jours calendaires suivant la notification du marché, le titulaire, le mandataire et chacun des co-traitants en cas de groupement, devra fournir une attestation délivrée par la Compagnie d'assurances et non par un courtier, établissant l'étendue de la garantie décennale, qui ne pourra être inférieure au coût total de construction déclaré par le Maître de l'Ouvrage conformément aux dispositions de l'article R 243-3-I du Code des assurances.

Cette assurance devra également comprendre les garanties suivantes :

- La responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil;
- La garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspire l'article 1792-3 du Code civil ;
- La réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

Le titulaire, le mandataire et chacun des co-traitants en cas de groupement, devra s'il y a lieu souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire, le mandataire ainsi que chacun des co-traitants en cas de groupement devra être en mesure de produire ces attestations d'assurance sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, et dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Défaut d'assurance

A défaut de fourniture dans les délais impartis des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **500 €**, pourront être appliquées.

A défaut de fourniture, dans un délai de deux mois après notification du présent marché, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire du marché

12.3.2 Assurance RC Professionnelle

Dans un délai de 30 jours calendaires suivant la notification du marché, le titulaire, le mandataire, ainsi que chacun des co-traitants en cas de groupement, devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile professionnelle encourue avant ou après réception, garantissant notamment les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la garantie.

Le titulaire, le mandataire et chacun des co-traitants en cas de groupement, devra s'il y a lieu souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire devra être en mesure de produire ces attestations d'assurance sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, et dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

Défaut d'assurance

A défaut de fourniture, dans les délais impartis, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **100 €**, pourront être appliquées sur simple constatation.

A défaut de fourniture, dans les délais impartis, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

Article 13 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Par dérogation à l'article 52.2 du CCAG, la poursuite des travaux aux frais et risques pourra ne concerner qu'un ouvrage ou une partie d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG travaux, le 2ième et le 3ième alinéa ne s'appliquent pas au présent marché.

Article 14 – RESILIATION DU MARCHE

Les stipulations des articles 49 à 51 du CCAG sont applicables au présent marché sous réserve de la dérogation suivante :

Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général au titre de l'article 50.4 du CCAG travaux et par dérogation à cet article, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 1 % du montant du marché restant (non réalisé).

Article 15 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai, le cas échéant, le jugement de redressement ou de liquidation judiciaire au Maître de l'Ouvrage.

Article 16 – FIN DU MARCHE

Le marché prend fin par la notification au titulaire du décompte général.

Article 17 – OPERATIONS DE LIQUIDATION

Par dérogation à l'article 51.1.2 du CCAG-travaux, les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés sont définies par le maître d'œuvre et validées par le Maître de l'Ouvrage.

Article 18 – CLAUSE DE REEXAMEN

En application des **articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le CHU de Nantes. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

Article 19 – LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Les dérogations apportées par le présent CCAP au CCAG travaux sont énumérées ci-après :

Dérogation :	à l'art. 3.6.1.2	résultant de l'art.	1.5	du CCAP
	à l'art. 3.3		1.10	
	à l'art. 4.1		2.1	
	à l'art. 4.2		2.1	
	à l'art.9.3.2		3.2	
	à l'art.9.4.4		3.3	
	aux art.14.2.2, 14.3, 14.4.2 et 15.1		3.4	
	à l'art. 12.3.1		4.4.1	
	à l'art. 12.4.4		4.4.3	
	aux art.12.4.2 et 13.4.3		4.4.2	
	aux art. 19.2.3 et 20.1.5		7.1	
	à l'art. 19.2.1		7.3	
	à l'art. 29.1.5		9.3	
	à l'art. 52.1		7.2.3	
	aux art. 52.2 et 52.3 2ième et 3ième alinéa		13	
	aux art. 27.1 et 27.3		8	
	à l'art. 28.1		6.1	
	aux art. 55.1.1 et 55.1.2		4.4.2	
	à l'art. 31.3		10.2	
	à l'art. 28.5		10.5	
	à l'art.34.1		10.11	
	à l'art.44.2		12.2.1	
	à l'art.40		11.3	

	à l'art.51.1.2	17	
	à l'art 50.4	14	
